

27-07-1995

## **COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE**

**Commission siégeant sections réunies  
Séance du 29 juin 1995**

---

**Présents:**

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président,

**Section française:**

monsieur JACOBS, vice-président,  
messieurs BERTOUILLE et LURQUIN, membres effectifs.

**Section néerlandaise:**

monsieur CROISIAU, vice-président,  
messieurs VAN EECKAUTE et DECLERCK, membres effectifs,  
madame CLAES, membre suppléant.

**Membre germanophone:**

monsieur WEHR, membre effectif.

**Secrétaires:**

monsieur BUSINE, directeur d'administration,  
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -  
adjoint bilingue,

---

**27.098/I/PF**

**CV/DV**

Par lettre du 23 mai 1995, le ministre des Finances a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux du ministère des Finances.

Sur la base des articles 43, § 3, 5<sup>ème</sup> alinéa, 60, § 1<sup>er</sup> et 61, § 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 8, 15, 22 et 29 juin 1995 et a émis, en cette dernière séance, à l'unanimité, l'avis suivant.

\*

\*

\*

Ce projet résulte d'une adaptation du cadre organique suite à la radioscopie et à la restructuration de la carrière des agents de l'Etat.

Le cadre organique sur lequel le projet de cadres linguistiques est basé, a obtenu l'accord du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique le 6 avril 1995. Le cadre organique a été fixé par l'arrêté royal du 7 avril 1995.

La structure du ministère des Finances et la non-interpénétration entre les administrations qui en résulte, fait obstacle à une globalisation complète des cadres linguistiques. La répartition linguistique est cependant réalisée par entité administrative.

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées sur le projet soumis.

# 1. Secrétariat général

Le ministre propose la répartition linguistique suivante des 798 emplois prévus au cadre organique:

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degrés de la hiérarchie	cadre N	cadre F	N bil.	F bil.	N	F
1	4	4				
2	8	8	3	3		
carrière plane	9	9	2	2		
3	12	11				
4	26	24			7	6
5 grades communs	100	89				
grades spéciaux du service social	7	7				
6	16	15				
7	92	82			3	2
8	140	125				

- emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2 des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 10 emplois sur 52);

- emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 13 emplois de secrétaire d'administration (4e degré), de 9 emplois d'assistant administratif (6e degré) et de 5 emplois de chef opérateur mécanographe (7e degré). Lorsque ces emplois en extinction auront été supprimés, 13 emplois d'auditeur adjoint (3e degré) et 9 emplois de chef administratif (6e degré) seront pourvus au cadre permanent. Le tableau du cadre en extinction tel qu'il est soumis n'est pas complet. Il manque les 9 emplois d'assistant administratif mis en extinction au 6e degré. Il conviendrait de les répartir dans le cadre prévu à cet effet, de la façon suivante:

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N	F
6	11(+5) *	11 (+4) *	5 *	4 *

\* jusqu'au départ de leur titulaire les 9 emplois d'assistant administratif en extinction (5N-4F) bloquent 9 emplois de chef administratif prévus aux cadres unilingues N et F.

Selon les informations communiquées par le ministre, cette direction est composée de 23 services:

- 13 services ont des tâches de conception ou des tâches matérielles; certains services doivent obligatoirement effectuer les mêmes tâches dans les deux langues. Il s'agit des services suivants: Examens, Organisation, Automatisation-personnel, Automatisation-budget, Cellule interdépartementale des informaticiens, Comptabilité, Cabinet du secrétaire général, Direction générale des services généraux, Antichambre, Service commun, Service d'études et de documentation, Service juridique.

Dans ces services, une proportion 50%F-50%N doit être respectée.

- Les 10 autres services ont pour tout ou en partie une charge de travail à répartir en fonction du volume des affaires traitées dans l'une ou l'autre langue. Les critères retenus pour déterminer cette clef de répartition sont soit le nombre de dossiers traités soit la localisation.

Cela concerne les Services du personnel, des Affaires générales, de la Formation et Information, des Réglementations et Statuts, du Service P5 (personnel des services extérieurs de l'I.S.I.), le Service social et l'Economat.

Pour le Service social, certains emplois sont réservés à des agents N ou F (infirmiers, assistants sociaux) suivant la localisation et sont repris séparément aux cadres linguistiques. Pour ces grades spécifiques la répartition est 50/50.

Le ministre propose comme proportion globale N/F sur base d'une projection des effectifs par service: 52,7%N - 47,3%F.

Il convient d'ajouter 14 emplois au Service social (grades spéciaux) répartis 50%F-50%N.

La C.P.C.L. marque son accord sur la répartition proposée qui est appliquée aux 746 emplois des degrés 3 à 8 (soit 393N-353F).

## 2. Administration de la Trésorerie

Le ministre propose de répartir comme suit en cadres linguistiques les 584 emplois prévus au cadre organique:

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degrés de la hiérarchie	cadre N	cadre F	N BIL.	F BIL.	N	F
1	5	5	1	1		
2	14	14	3	3		
<u>carrière plane</u>	2	2				
3	21	21				
4	24	25				
5	90	90			2	3
6	45	44			-	-
7	75	75			2	1
8	12	12			-	-

### - emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2 des L.L.C. pour le cadre unilingue et le

cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 8 emplois sur 46);

- emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 5 emplois de chef de section ou chef de section adjoint (5e degré), de 27 emplois d'assistant administratif (6e degré) et de 3 emplois de chef opérateur mécanographe (7e degré).

Lorsque ces emplois en extinction auront été supprimés, 3 emplois d'informaticien expert ou informaticien (4e degré), 5 emplois de secrétaire d'administration (4e degré) et 27 emplois de chef administratif (6e degré) seront pourvus au cadre permanent.

Le tableau du cadre en extinction tel qu'il est soumis n'est pas complet. Il manque 27 emplois de chef administratif au 6e degré. Il conviendrait de les répartir dans le cadre ad hoc, comme suit:

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degré de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N	F
6	31(+14) *	31 (+13)*	14 *	13 *

\* jusqu'au départ de leur titulaire 27 emplois d'assistant administratif en extinction (14N-13F) bloquent 27 emplois de chef administratif prévus aux cadres unilingues N et F.

Selon les informations communiquées par le ministre, cette direction est composée de 9 services et 2 directions (la Caisse des dépôts et Consignations et la Caisse nationale des Calamités):

- 4 services traitent de dossiers de principe pour lesquels une proportion 50/50 est appliquée.  
Il s'agit des services: Législations monétaires et financières, Etude de questions monétaires européennes et internationales, Etablissement des prévisions de trésorerie et le suivi des besoins de financement de l'Etat, Emission et frappe des monnaies de circulation courante nationales;
- les autres services ont une part d'activités de conception générale et une autre part d'activités qui concernent des matières localisables.

Le rapport global de cette administration est de 49,3%F-50,7%N. Le ministre propose de maintenir un équilibre 50/50

estimant que le rapport des dossiers traités en F et N est globalement équivalent.

La C.P.C.L. estime qu'il convient d'appliquer la proportion 49,3%F-50,7%N aux 534 emplois des degrés 3 à 8 prévus au cadre organique. Cela aboutit à une répartition 271N-263F au lieu de 267N-267F. La différence de + 4 emplois N et - 4 emplois F devrait se situer aux degrés 4 à 8.

### 3. Monnaie royale de Belgique

Le ministre propose de répartir comme suit en cadres linguistiques les 82 emplois prévus au cadre organique:

Emplois permanents

Emplois en extinction

Degrés de la hiérarchie	cadre N	cadre F	N bil.	F bil.	N	F
2	1	1			-	-
3	1	2			-	1
6	3	3			-	-
7	9	8			-	-
8	27	27			3	3

#### - emplois de direction:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de son titulaire d'un emploi d'ingénieur industriel - chef de service situé au 3e degré. Cet emploi F en extinction bloque un emploi d'auditeur F au 2e degré au cadre permanent qui ne pourra être pourvu que lorsque l'emploi en extinction aura été supprimé au départ du titulaire.

Cette disposition prévue au cadre organique amène une imparité d'emploi au 2e degré ce qui est contraire à l'article 43, § 3, des L.L.C.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis négatif sur la répartition telle qu'elle est proposée. Elle invite le ministre à faire rectifier la disposition en cause du cadre organique afin de permettre une application correcte des L.L.C.

#### - emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 6 emplois d'ouvrier qualifié (8e degré).

Le ministre propose une répartition 50%N-50%F.

Il résulte d'informations communiquées par le ministre que les affaires traitées par la Monnaie royale de Belgique intéressent de façon égale les deux communautés; le principe de l'égalité des deux langues nationales est dès lors appliqué.

En effet,

- la production annuelle de monnaie doit être répartie en quantité identique dans les deux langues;
- la production et la vente de médailles, jetons commémoratifs et monnaies étrangères s'étendent sur l'ensemble du pays; ces produits sont fabriqués également dans les deux langues;
- la gestion de la clientèle s'effectue dans la langue du client où il existe un équilibre linguistique.

En conséquence, la C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée par le ministre qui est appliquée aux 80 emplois des degrés 3 à 8 (soit 40N-40F).

#### 4. Administration du Budget et du Contrôle des dépenses

Le ministre propose de répartir comme suit en cadres linguistiques les 165 emplois prévus au cadre organique:

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.
1	4	4		
2	4	4	1	1
carrière plane	28	28	6	6
3	5	5		
4	4	5		
5	21	21		
6	1	1		
7	8	8		

- emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à

l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2 des L.L.C. pour le cadre unilingue et le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 14 emplois sur 86);

- emplois des degrés 3 à 7:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ du titulaire d'un emploi d'assistant administratif (6e degré). Un emploi de chef administratif (6e degré) sera pourvu au cadre permanent lorsque l'emploi précité en extinction aura été supprimé.

Cet emploi n'ayant pas été repris dans un cadre en extinction, il conviendrait de le répartir dans le cadre linguistique (N ou F).

Le ministre propose une répartition 50%N-50%F qu'il justifie de la façon suivante:

En 1994 ont été traités 493 dossiers budgétaires (246N-247F) et 310 dossiers d'ordre général (170N-140F).

Les dossiers budgétaires sont à caractère technique et exigent davantage de temps que les dossiers d'ordre général qui ne nécessitent qu'un traitement de routine. Ces derniers sont des affaires à caractère personnel dont l'emploi de la langue est déterminé.

Bien que les dossiers traités au sein des services ne sont pas toujours comparables, il ressort cependant que le temps consacré aux affaires traitées en néerlandais et en français est équivalent dans chacun des services.

En conséquence, la C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet de la répartition 50/50 proposée par le ministre qui est appliquée aux 79 emplois des degrés 3 à 7 (soit 39N-40F).

5. Administration générale des impôts

Le ministre propose de répartir comme suit en cadres linguistiques les 30 emplois prévus au cadre organique:



### Emplois permanents

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.
1	3	3		
2	3	3	1	1
3	3	2		
4	1	2		
5	3	3		
7	1	1		

- Emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2 des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 2 emplois sur 14);

- emplois des degrés 3 à 7:

Le ministre propose une répartition 50%N-50%F qu'il justifie comme suit:

Les matières traitées par les services de cette direction (service de la coordination fiscale, cellule d'audit interne, cabinet de l'administrateur général des impôts) relèvent de l'étude, de la conception ou de la direction générale et ne sont donc pas localisables dans une région linguistique déterminée.

En conséquence, la C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition 50/50 proposée par le ministre qui est appliquée aux 16 emplois des degrés 3 à 7 (soit 8N-8F).

### 6. Administration des Contributions directes

Le ministre propose de répartir comme suit les 485 emplois prévus au cadre organique:

*Emplois permanents*

*Emplois en extinction*

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.	N	F
1	6	6	1	1		
2	14	14	3	3		
3	27	26				
4	39	38				
5	90	87				
6	11	10				
7	29	28			1	1
8	26	26				

- emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 8 emplois sur 48);

- emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 6 emplois d'assistant administratif (6e degré) et de 2 emplois de chef opérateur mécanographe (7e degré). Lorsque ces emplois en extinction auront été supprimés, 4 emplois d'informaticien expert ou informaticien (carrière plane - 4e degré) et 6 emplois de chef administratif (6e degré) seront pourvus au cadre permanent.

Les 6 emplois en extinction du 6e degré, n'ont pas été repris dans le cadre en extinction. Il conviendrait de les répartir dans ce cadre, comme cela a été fait pour les autres emplois en extinction situés au 7e degré.

La répartition devrait dès lors être la suivante:

*Emplois permanents*

*Emplois en extinction*

Degré de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N	F
6	8 (+3) *	7 (+3) *	3 *	3 *

- \* jusqu'au départ de leur titulaire, 6 emplois d'assistant administratif en extinction (3N-3F) bloquent 6 emplois de chef administratif prévus aux cadres unilingues N et F.

Le ministre propose une répartition 50,8%N-49,2%F qu'il justifie de la façon suivante:

Sur les 84.789 dossiers traités à l'administration centrale au cours de l'année 1994,

- 28.585 dossiers (soit 33,7%) sont relatifs à des tâches de conception, de rédaction ou des tâches logistiques pour lesquels la proportion 50/50 est appliquée;
- 56.204 dossiers (soit 66,3%) sont répartis  
27.450F soit 48,84%F  
28.754N " 51,16%N

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée par le ministre qui est appliquée aux 437 emplois des degrés 3 à 8 (soit 222N-215F).

#### 7. Administration des douanes et accises

Le ministre propose de répartir comme suit les 321 emplois prévus au cadre organique:

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.	N	F
1	3	3	1	1		
2	11	11	2	2		
3	20	14				
4	25	18				
5	61	43				
6	7	5				
7	34	24			2	1
8	21	15				

- emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 6 emplois sur 34);

- emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 4 emplois d'assistant administratif (6e degré) et 3 emplois de chef opérateur mécanographe (7e degré). Lorsque ces emplois en extinction auront été supprimés, 4 emplois de chef administratif (6e degré), 2 emplois d'informaticien expert ou informaticien (carrière plane 4e degré) seront pourvus au cadre permanent.

La C.P.C.L. constate que les 4 emplois en extinction du 6e degré n'ont pas été repris dans le cadre en extinction. Il conviendrait de les répartir dans ce cadre de la même façon que les 3 emplois en extinction du 7e degré.

Dès lors, la répartition devrait être la suivante.

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degré de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N	F
6	14 (+2) *	15 (+2) *	2 *	2 *

\* jusqu'au départ de leur titulaire, 4 emplois d'assistant administratif en extinction (2N-2F) bloquent 4 emplois de chef administratif prévus aux cadres unilingues N et F.

Le ministre propose une répartition 59%N-41%F qu'il justifie comme suit:

- 50 % des activités concernent des matières d'intérêt général réparties 50N/50F = 25%N-25%F;
- 50% des activités concernent des dossiers localisables à répartir selon le volume des affaires traitées en néerlandais et en français, c'est-à-dire 68%N-32%F.

Dès lors pour 50% des activités, ces dossiers donnent la répartition 34%N/16%F.

Le temps consacré aux dossiers en langue néerlandaise est plus important que celui consacré aux dossiers en langue française puisque la majorité des activités douanières et d'accises sont situées en région de langue néerlandaise (aéroports, ports, bureaux d'accises, etc...).

En conclusion, la répartition des 287 emplois des degrés 3 à 8 donne la proportion:

59%N (25%N + 34%N)

41%F (25%F + 16%F)

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est appliquée aux 287 emplois des degrés 3 à 8 (soit 168N-119F).

8. Administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines

Le ministre propose de répartir comme suit les 433 emplois prévus au cadre organique:

Emplois permanents

Emplois en extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.	N	F
1	6	6	1	1		
2	12	12	3	3		
3	24	24				
4	49	49				
5	77	76				
6	16	17				
7	23	23			5	4
8	5	6				

- emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet de la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 8 emplois sur 44);

- emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 10 emplois d'assistant administratif (6e

degré), de 4 emplois de chef opérateur mécanographe et de 5 emplois d'opérateur mécanographe (7e degré). Lorsque ces emplois en extinction auront été supprimés 10 emplois de chef administratif (6e degré) et 2 emplois d'informaticien expert ou informaticien (carrière plane - 4e degré) seront pourvu au cadre permanent.

La C.P.C.L. attire l'attention du ministre sur le fait qu'il conviendrait de répartir les 10 emplois en extinction du 6e degré dans le cadre prévu à cet effet, comme cela a été fait pour les 9 emplois en extinction du 7e degré.

La répartition devrait dès lors être la suivante:

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degré de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N	F
6	11(+ 5) *	12(+ 5) *	5 *	5 *

\* jusqu'au départ de leur titulaire 10 emplois d'assistant administratif en extinction (5N-5F) bloquent 10 emplois de chef administratif prévus aux cadres unilingues N et F.

Le ministre propose une répartition 50%N-50%F.

Il résulte d'informations communiquées par le ministre ce qui suit:

#### I. Secteur T.V.A.

Il comporte 5 services et des services communs. La combinaison du volume de travail et de l'importance relative des services donne le résultat suivant:

	N	F
1er service (contentieux)	50 X 11,51 = 575,5	50 X 11,51 = 575,5
2ième service (Importation- exportation- contentieux intra communau- taire)	60 X 7,36 = 441,6	40 X 7,36 = 294,4
3ième service (régimes particu- liers)	54 X 5,53 = 298,62	46 X 5,53 = 254,38
4ième service (obligations des assujettis et des personnes morales non assujetties- Coopération admi- nistrative C.E.- Contrôle)	52 X 7,36 = 382,72	48 X 7,36 = 353,28
5ième service (législation)	42 X 10,14 = 425,88	58 X 10,14 = 588,12
services communs	50 X 58,10 = 2905	50 X 58,10 = 2905
	5029,32	4970,68

Cela signifie une répartition de 50,29N - 49,71F soit 50N/50F.

La C.P.C.L. constate que pour le 5ième service qui traite de la législation en matière de T.V.A., une proportion 42%N-58%F est appliquée.

Le ministre justifie cette proportion de la façon suivante: bien que la plupart des tâches sont d'étude et de conception (législation T.V.A.), au niveau de la représentation au sein de commissions internationales, la langue de travail est le français ou l'anglais (réunions, documents, activités préparatoires); il en va de même pour le régime d'exemption diplomatique et consulaire, le régime d'exemption portant sur les organisations internationales et celui portant sur les aéronefs et les vaisseaux (les attestations sont délivrées directement aux visiteurs: 170 dossiers N et 355 dossiers F).

La C.P.C.L. estime qu'il convient de respecter le principe selon lequel pour les tâches d'étude et de conception une proportion 50/50 doit être appliquée. Une correction doit être dès lors apportée aux chiffres communiqués:

5ième service:  $50 \times 10,14 = 507$        $50 \times 10,14 = 507$

Total des services:  $5.110,44N-4.889,56F$

Ce qui signifie, une répartition 51,10%N-48,90%F soit 51%N-49%F.

## II. Secteur Enregistrement et Domaines

Il comporte 3 services et des services communs. La combinaison du volume de travail et de l'importance relative des services donne le résultat suivant:

	N	F
Enregistrement:		
Législation	$47 \times 5,58 = 262,26$	$53 \times 5,58 = 295,74$
Contentieux	$50 \times 18,42 = 921$	$50 \times 18,42 = 921$
Domaines:	$54 \times 20,79 = 1122,66$	$46 \times 20,79 = 956,34$
Services communs	$50 \times 55,21 = 2760,5$	$50 \times 55,21 = 2760,5$
	5066,42	4933,58

Cela signifie une répartition 50,66N-49,34F, soit 50N-50F.

La C.P.C.L. constate que pour la section Législation du Secteur Enregistrement, le ministre propose une proportion 47%N-53%F qu'il justifie comme suit:

- 80% du volume de travail concernent les dossiers législation; une proportion 50/50 est appliquée;
- 20% de ce volume concernent: le droit de timbre (7 dossiers F-11 dossiers N), les taxes assimilées au timbre (70 dossiers F-55 dossiers N), le règlement des exemptions (57 dossiers F-0 dossier N), changement de noms et prénoms (310 dossiers F-190 dossiers N); cela donne une proportion 37N-63F.

La C.P.C.L. estime qu'il convient de respecter le principe selon lequel pour les tâches d'étude et de conception, une proportion 50/50 doit être appliquée. Il convient dès lors de rectifier les chiffres communiqués:

### Enregistrement:

- Législation       $50 \times 5,58 = 279$        $50 \times 5,58 = 279$

Total des services:      5.083,16N      4.916,84F



Ce qui signifie une répartition 50,83%N-49,17%F soit 51%N-49%F.

Dès lors, pour l'ensemble de cette administration, la C.P.C.L. estime qu'il y a lieu d'appliquer la proportion 51%N-49%F aux 389 emplois des degrés 3 à 8 prévus au cadre organique. Cela aboutit à la répartition 198N-191F au lieu de 194N-195F. La différence de + 4 emplois N et - 4 emplois F devrait se situer aux degrés 4 à 8.

#### 9. Administration du Cadastre

Le ministre propose de répartir comme suit les 116 emplois prévus au cadre organique:

Emplois permanents				Emplois en extinction		
Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.	N	F
1	3	3				
2	3	3	1	1		
3	5	5				
4	6	6				
5	23	21				
6	6	6				
7	10	10			1	1
8	2	2				

- emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 2 emplois sur 14);

- emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 4 emplois d'assistant administratif (6e degré) et de 2 emplois de chef opérateur mécanographe (7e degré). Lorsque ces 4 emplois en extinction du 6e degré auront été

supprimés, 4 emplois de chef administratif (6e degré) seront pourvus au cadre permanent.

La C.P.C.L. attire l'attention du ministre sur le fait que les 4 emplois en extinction du 6e degré n'ont pas été repris dans le cadre en extinction contrairement aux autres emplois en extinction du 7e degré. Ces 4 emplois doivent également être répartis dans le cadre prévu à cet effet.

La répartition devrait dès lors être la suivante:

Emplois permanents	Emplois en extinction
--------------------	-----------------------

Degré de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N	F
6	4 (+2) *	4 (+2) *	2*	2*

\* jusqu'au départ de leur titulaire, 4 emplois d'assistant administratif en extinction (2N-2F) bloquent 4 emplois de chef administratif prévus aux cadres unilingues N et F.

Le ministre propose la répartition 52,15%N - 47,85%F qu'il justifie comme suit:

- 64% du volume de travail concernant les dossiers de conception; leur nombre s'élève à 72.878. Une proportion 50/50 est appliquée;
- 36% de ce volume concernant des dossiers d'exécution. Le nombre de dossiers s'élève à 41.752 soit 23.337N et 18.415F.

La proportion 52,15%N-47,85%F arrondie à 52%N-48%F, appliquée aux 102 emplois des degrés 3 à 8 donne la répartition 53N-49F au lieu de 52N-50F. La différence + 1 emploi N et - 1 emploi F devrait se situer au 7e degré.

#### 10. Administration de l'Inspection spéciale des Impôts

Le ministre propose de répartir comme suit les 31 emplois prévus au cadre organique:

### Emplois permanents

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.
1	1	1		
2	3	3		
3	4	4		
4	2	1		
5	4	3		
6	2	1		
7	1	1		

- emplois des 1er et 2e degrés:

Le projet répartit paritairement 8 emplois aux cadres unilingues N et F des 1er et 2e degrés. Le projet n'a pas prévu de cadre bilingue. En vertu de l'article 43, § 3, alinéa 2 des L.L.C., le cadre bilingue comporte 20% de l'effectif global des fonctions égales et supérieures à celles de directeur.

La C.P.C.L. estime qu'en appliquant cette disposition au cas présent, il convient, selon la jurisprudence de la C.P.C.L., d'attribuer 2 emplois au cadre bilingue. Ces 2 emplois doivent être répartis paritairement selon 2 possibilités.

	<u>N</u>	<u>F</u>	<u>N bil.</u>	<u>F bil.</u>
soit 1er degré	1	1	-	-
2e degré	2	2	1	1
soit 1er degré	-	-	1	1
2e degré	3	3	-	-

- emplois des degrés 3 à 7:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ du titulaire d'un emploi d'assistant administratif (6e degré). Lorsque l'emploi en extinction aura été supprimé un emploi de chef administratif (6e degré) sera pourvu au cadre permanent.

Cet emploi n'ayant pas été repris dans un cadre en extinction, il conviendrait de le répartir dans le cadre linguistique (N ou F).

Le ministre propose la répartition 53,1%N-46,9%F.

Compte tenu de ses spécificités et de sa mission particulière, l'ISI traite essentiellement d'affaires localisées ou localisables portant sur des cas ponctuels de taxation. Les dossiers relevant de la conception ou de la direction générale (législations, circulaires, instructions, etc...) sont le plus souvent réglés par les autres administrations fiscales (contributions directes, TVA, enregistrement et domaines, douanes et accises).

Il résulte des données chiffrées communiquées que sur un total de 6.404 affaires,

- 742 couvrent tout le pays,
- 5.662 sont localisables (soit 3.027N-2.635F).

La proportion 53,1%N-46,9%F appliquée aux 23 emplois des degrés 3 à 7 donne la répartition 12N-11F au lieu de 13N-10F. La différence de - 1 emploi N et + 1 emploi F devrait se situer aux degrés 3 à 7.

#### 11. Administration des Pensions

Le ministre propose de répartir comme suit les 477 emplois prévus au cadre organique:

Emplois permanents

Emplois en extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N bil.	F bil.	N	F
1	2	2				
2	8	8	2	2		
3	10	10				
4	18	17				
5	75	68			2	1
6	44	40				
7	74	67				
8	16	14				

- emplois des 1er et 2e degrés:

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 4 emplois sur 20);

- emplois des degrés 3 à 8:

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 3 emplois de chef de section ou chef de section adjoint (5e degré) et de 25 emplois d'assistant administratif (6e degré).

Deux emplois d'informaticien expert ou informaticien (carrière plane - 4e degré), 3 emplois de secrétaire d'administration (3e degré), 25 emplois de chef administratif (6e degré) ne pourront être pourvus au cadre permanent que lorsque les emplois en extinction précités auront été supprimés.

La C.P.C.L. attire l'attention du ministre sur le fait que les 25 emplois en extinction du 6e degré devraient être répartis dans le cadre en extinction, comme cela a été fait pour les autres emplois en extinction du 5e degré.

Dès lors, la répartition devrait être la suivante:

Emplois permanents

Emplois en  
extinction

Degré de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N	F
6	31(+13)*	28(+12)*	13 *	12 *

\* Jusqu'au départ de leur titulaire, 25 emplois d'assistant administratif en extinction (13N-12F) bloquent 25 emplois de chef administratif prévus aux cadres unilingues N et F.

Le ministre propose la répartition 52,5%N-47,5%F.

Il ressort des données chiffrées communiquées ce qui suit:

- services communs (étude, budget, éconamat, personnel, imprimerie): une répartition 50%N-50%F est appliquée;
- traitement des nouveaux dossiers de pensions (retraite et survie): 57%N-43%F (cette répartition représente la moyenne du nombre de pensions nouvelles octroyées entre le 1/1/90 et le 30/12/93);
- gestion des pensions existantes (retraite et survie): 303.769 pensions recensées et payées par le service central des dépenses fixes en novembre 1994 sont réparties en  
165.128N soit 54,4%N  
138.171F soit 45,5%F  
470D soit 0,1%D

Cela donne la proportion 54,4%N-45,6%F;

- pensions de guerre et rentes:

\* nouvelles attributions: 35,90%N-64,10%F (Cette répartition représente la moyenne des nouveaux dossiers entrés entre janvier 1990 et décembre 1993);

\* gestion des pensions existantes:

- pensions (dont la gestion compte pour 90%) = 75.163 pensions recensées et payées par la caisse nationale des pensions de guerre au 1er trimestre 1995 sont réparties en 16.874N

58.173F

116D

Cela donne la proportion 22,5%N-77,5%F.

- rentes (dont la gestion compte pour 10%): 187.074 rentes recensées et payées par la caisse précitée au 1er trimestre 1995 sont réparties en

85.250N

101.178F

2.646D

Cela donne la proportion 45,2%N-54,8%F.

- autres services:

\* identification, microfilm, expédition, bureaux de paiements: 57%N-43%F (suivant 2/3 aux nouveaux dossiers) et 54,4%N-45,6%F (1/3 aux dossiers existants).

\* application loi du 5 août 1968: 57%N-43%F.

Après pondération de ces proportions, on obtient pour cette direction la répartition 52,56%N-47,44%F.

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition proposée par le ministre qui est appliqué aux 453 emplois des degrés 3 à 8 (soit 237N-216F).

\*

\*

\*

Le présent avis est notifié au ministre des Finances qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 29 juin 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th.VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.